

PAUVRETE

Pauvreté, situation dans laquelle se trouve une personne n'ayant pas les ressources suffisantes pour conserver un mode de vie normal ou y accéder.

Les tentatives d'analyse de la pauvreté s'appuient largement sur une distinction entre pauvreté relative et pauvreté absolue qui rendrait compte des deux principales manières d'être pauvre : celle des pays développés et celle des pays en développement.

La pauvreté est absolue quand le revenu perçu est inférieur à un minimum objectivement déterminé ; elle n'est que relative si les ressources sont inférieures à un certain pourcentage du revenu moyen.

Cet essai de classification, pour utile qu'il soit, est extrêmement délicat à employer car la pauvreté absolue reste, dans la façon dont elle est supportée, fonction du développement de la société, alors que la pauvreté relative dépend de l'attention, variable, portée aux besoins non alimentaires.

Malgré l'accroissement de la pauvreté dans les pays développés, accroissement d'ailleurs mis en doute par certaines études économiques, la situation n'est guère comparable avec celle des pays en développement. D'après le rapport de la Banque mondiale de 1990, un habitant sur trois, soit 1 milliard de personnes vivait dans un état de pauvreté absolue, c'est-à-dire qu'il disposait d'un revenu de moins de 370 dollars par an, un sur cinq disposant même de moins de 200 dollars. Cette proportion varie en fonction des aires géographiques, les pauvres au sens de la Banque mondiale représentant 10 p. 100 des habitants de l'Asie de l'est, 52 p. 100 de l'Asie du Sud, 25 p. 100 de l'Amérique Latine et 48 p. 100 de l'Afrique subsaharienne. Cette population de déshérités connaît en outre des taux de mortalité plus élevés qu'ailleurs et des espérances de vie moindres du fait de la malnutrition ou de la sous-nutrition, des famines, et des insuffisances sanitaires qui y sévissent tandis que l'analphabétisme y est largement répandu. La pauvreté frappe plus durement les femmes et les minorités ethniques. Ces causes sont multiples et mêlent développement économique, handicaps climatiques ou conditions politiques.

Cependant, en moyenne, il semble que la pauvreté recule. Les cinquante-cinq pays les plus pauvres ont vu leur revenu moyen par habitant passer de 190 dollars en 1975 à 390 dollars en 1993, mais la situation se détériore dans

certaines régions : l'Afrique a vu son revenu par habitant passer de 570 dollars à 350 dollars entre ces mêmes dates.

La pauvreté dans les pays développés présente un visage très différent. Si la faiblesse de ressources est l'une de ses caractéristiques, elle se double souvent d'une faible intégration sociale qui amène à parler des plus pauvres comme des exclus. Elle touche avant tout les personnes âgées et les personnes à faible niveau de qualification tandis qu'une nouvelle pauvreté se développe parmi les jeunes adultes relativement qualifiés.

Dans les pays développés, les États et les organisations internationales se réfèrent habituellement à un seuil de pauvreté dont la détermination résulte d'arbitrages entre des éléments objectifs (normes nutritionnelles) et subjectifs (revendications des plus démunis). Il peut être purement monétaire ou intégrer d'autres critères économiques.

Le seuil de pauvreté correspond souvent à celui de l'intervention de l'État qui reconnaît ainsi l'existence d'un minimum vital constitué d'un minimum alimentaire (Angleterre, États-Unis) ou prend en compte des besoins essentiels qui peuvent différer selon les situations individuelles (âge, état de santé, etc.).

L'apparition ou plutôt la résurgence de la pauvreté suscite de nombreuses questions. La croissance économique de l'après-guerre et le développement de la protection sociale avaient donné l'espoir que l'on parviendrait à l'éradiquer. Toutes les théories économiques sont désormais revenues de cette utopie. Le néoclassicisme admet la nécessité d'un traitement social du bien-être, le keynésianisme lui préférant un traitement économique tandis que des approches plus radicales voient dans la pauvreté le corollaire inévitable du système économique capitaliste. Les États ont pour la plupart développé des politiques combinant une approche de long terme agissant sur les conditions du développement économique et social et des mesures d'urgence.